

Transcontinental inc. annonce ses résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2017

Faits saillants

- Les revenus ont augmenté de 1,5 million de dollars, soit de 0,3 %.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 51,5 millions de dollars, passant de 16,3 millions à 67,8 millions. Le résultat opérationnel ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs, a augmenté de 7,5 millions de dollars, soit de 13,3 %.
- Le résultat net a augmenté de 41,0 millions de dollars, passant de 5,4 millions à 46,4 millions. Le résultat net ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, a augmenté de 8,3 millions de dollars, soit de 24,3 %.
- Vente des actifs médias dans les provinces de l'Atlantique.
- Processus en cours visant la vente des journaux locaux du Québec et de l'Ontario.
- Renouvellement du programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités de la Société.
- Inscription au classement Corporate Knights des 50 entreprises citoyennes les plus responsables au Canada.

Montréal, le 8 juin 2017 - Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B) annonce ses résultats pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017 clos le 30 avril 2017.

« Nous avons connu un trimestre très satisfaisant qui témoigne encore une fois de la justesse de notre stratégie et nous poursuivons avec rigueur la transformation de la Société, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de TC Transcontinental.

« Du côté de la division de l'impression, les résultats de nos services aux détaillants ont été solides et nous avons commencé à fournir les nouveaux services aux termes de l'entente élargie conclue avec Lowe's Canada. Quant à nos activités d'emballage, nous avons continué à générer une croissance interne et à développer notre force de vente nord-américaine. De plus, l'intégration de Flexstar Packaging a été complétée avec succès. Au chapitre du secteur des médias, l'annonce de la mise en vente de nos journaux locaux marque un tournant dans notre transformation. Ce processus en cours suscite un grand intérêt dans l'ensemble des marchés où nous sommes présents.

« Forts de notre excellente situation financière et de nos importants flux de trésorerie, nous maintenons le cap sur notre transformation. Nous sommes en bonne position pour assurer notre croissance et nous demeurons très actifs dans notre démarche d'acquisitions visant à bâtir notre plateforme nord-américaine d'emballage souple. »

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T2-2017	T2-2016	Variation en %	SIX MOIS 2017	SIX MOIS 2016	Variation en %
Revenus	498,7 \$	497,2 \$	0,3 %	1 002,3 \$	996,1 \$	0,6 %
Résultat opérationnel avant amortissement (BAIIA)	94,2	43,2	n.s.	183,2	121,6	50,7
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (BAIIA ajusté) ⁽¹⁾	90,1	83,1	8,4	178,0	167,0	6,6
Résultat opérationnel (BAII)	67,8	16,3	n.s.	130,2	67,9	91,8
Résultat opérationnel ajusté (BAII ajusté) ⁽¹⁾	63,7	56,2	13,3	125,0	113,3	10,3
Résultat net	46,4	5,4	n.s.	89,1	42,7	n.s.
Résultat net par action	0,60	0,07	n.s.	1,15	0,55	n.s.
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	42,5	34,2	24,3	83,8	75,6	10,8
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,55	0,44	25,0	1,08	0,97	11,3

(1) Veuillez consulter le tableau « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent communiqué de presse pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Résultats du deuxième trimestre de 2017

Les revenus sont passés de 497,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 à 498,7 millions au deuxième trimestre de 2017, représentant une hausse de 0,3 %. La contribution des acquisitions, notamment dans la division de l'emballage, a plus que contrebalancé la perte de revenus associée aux cessions et aux fermetures dans le secteur des médias, ainsi que la décroissance interne des revenus. Au chapitre de la division de l'impression, la décroissance interne des revenus a été atténuée par une hausse de la demande des détaillants canadiens pour la circulaire imprimée, les services de prémédia et l'impression de produits de marketing sur le lieu de vente, ainsi que par le maintien du volume provenant des services de distribution de porte en porte. Quant au volume additionnel associé à la nouvelle entente élargie conclue avec Lowe's Canada, celui-ci n'a intégré la plateforme qu'à la fin du deuxième trimestre de 2017. De plus, l'entente d'impression avec le *Toronto Star* a également atténué la décroissance interne en contrebalançant partiellement la baisse de volume dans plusieurs créneaux liée à la réduction des dépenses publicitaires et à la fin de l'entente visant l'impression des formulaires de recensement du Canada en 2016. Pour la division de l'emballage, celle-ci a de nouveau enregistré une croissance interne des revenus. Quant au secteur des médias, la réduction des revenus publicitaires a continué de contribuer à la décroissance interne des revenus des activités d'édition de journaux locaux.

Le résultat opérationnel a augmenté de 51,5 millions de dollars, passant de 16,3 millions au deuxième trimestre de 2016 à 67,8 millions au deuxième trimestre de 2017. Le résultat opérationnel ajusté est passé de 56,2 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 à 63,7 millions au deuxième trimestre de 2017, représentant une hausse de 13,3 %. Cette hausse est attribuable à la contribution des acquisitions, à l'effet favorable du taux de change et à la croissance interne du résultat opérationnel ajusté. Cette croissance interne est surtout attribuable à la hausse de la demande des détaillants canadiens pour les services ci-dessus mentionnés et à l'entente d'impression avec le *Toronto Star*, à la croissance interne des revenus de la division de l'emballage, ainsi qu'à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts à l'échelle de la Société. Toutefois, la contribution de ces éléments a été partiellement contrebalancée par la diminution des revenus susmentionnée et par les investissements faits pour développer la plateforme de la division de l'emballage et renforcer la force de vente de celle-ci.

Le résultat net a augmenté de 41,0 millions de dollars, passant de 5,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 à 46,4 millions au deuxième trimestre de 2017. Cette hausse est surtout attribuable à la baisse de la charge de dépréciation d'actifs et des frais de restructuration et autres coûts (revenus) et, dans une moindre mesure, à une hausse du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 0,07 \$ à 0,60 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a

augmenté de 8,3 millions de dollars, soit de 24,3 %, passant de 34,2 millions au deuxième trimestre de 2016 à 42,5 millions au deuxième trimestre de 2017. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,44 \$ à 0,55 \$.

Résultats des six premiers mois de 2017

Les revenus sont passés de 996,1 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2016 à 1 002,3 millions au cours des six premiers mois de 2017, représentant une hausse de 0,6 %. La contribution des acquisitions, notamment dans la division de l'emballage, et l'effet favorable du taux de change ont plus que contrebalancé la perte de revenus associée aux cessions et aux fermetures dans le secteur des médias, ainsi que la décroissance interne des revenus. Au chapitre de la division de l'impression, la décroissance interne des revenus a été atténuée par une hausse de la demande des détaillants canadiens pour la circulaire imprimée, les services de prémédia et l'impression de produits de marketing sur le lieu de vente, ainsi que par le maintien du volume provenant des services de distribution de porte en porte. De plus, l'entente d'impression avec le *Toronto Star* a également atténué la décroissance interne en contrebalançant partiellement la baisse de volume dans plusieurs créneaux liée à la réduction des dépenses publicitaires et à la fin de l'entente visant l'impression des formulaires de recensement du Canada en 2016. Pour la division de l'emballage, celle-ci a enregistré une croissance interne des revenus. Quant au secteur des médias, la réduction des revenus publicitaires a continué de contribuer à la décroissance interne des revenus des activités d'édition de journaux locaux.

Le résultat opérationnel a augmenté de 62,3 millions de dollars, passant de 67,9 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 130,2 millions au cours de la même période en 2017. Le résultat opérationnel ajusté est passé de 113,3 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2016 à 125,0 millions au cours des six premiers mois de 2017, représentant une hausse de 10,3 %. En excluant l'effet défavorable de 9,0 millions de dollars de la charge de rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours des six premiers mois de 2017 par rapport à la même période en 2016, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 18,3 %. La contribution des acquisitions, l'effet favorable du taux de change et la croissance interne du résultat opérationnel ajusté ont soutenu cette hausse. Cette croissance interne est attribuable à la hausse de la demande des détaillants canadiens pour les services ci-dessus mentionnés et à l'entente d'impression avec le *Toronto Star*, à la croissance interne des revenus de la division de l'emballage, ainsi qu'à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts à l'échelle de la Société. Toutefois, la contribution de ces éléments a été partiellement contrebalancée par la diminution des revenus susmentionnée et par les investissements faits pour développer la plateforme de la division de l'emballage et pour renforcer la force de vente de celle-ci.

Le résultat net a augmenté de 46,4 millions de dollars, passant de 42,7 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 89,1 millions au cours de la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à une baisse de la charge de dépréciation d'actifs et des frais de restructuration et autres coûts (revenus) et, dans une moindre mesure, à une hausse du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 0,55 \$ à 1,15 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a augmenté de 8,2 millions de dollars, soit de 10,8 %, passant de 75,6 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 83,8 millions au cours de la même période en 2017. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,97 \$ à 1,08 \$.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2017* ainsi que les états financiers disponibles à la section « Investisseurs » de notre site web www.tc.tc

Perspectives 2017

Pour la division de l'impression, considérant la contribution additionnelle de l'entente élargie avec Lowe's Canada, nous prévoyons une légère hausse des revenus provenant de nos services aux détaillants, notamment les services d'impression de circulaires et de produits de marketing sur le lieu de vente, de distribution de porte en porte et de prémédia. Nous bénéficierons également, en partie, de la contribution de l'entente visant l'impression du *Toronto Star*, qui a commencé en juillet 2016, et nous poursuivrons, dans le cadre de notre stratégie à long terme, nos initiatives visant l'obtention de nouveaux contrats d'impartition d'impression de journaux. Nos revenus dans les créneaux d'impression de journaux et de magazines continueront d'être touchés par une baisse de volume en raison d'une réduction du tirage et d'une diminution du nombre de pages imprimées pour les titres de plusieurs éditeurs. De plus, la baisse de la publicité imprimée continuera de toucher nos activités d'impression commerciale. Pour contrer ces baisses, nous bénéficierons, à court terme, des effets des fermetures des imprimeries à Saskatoon et à Dartmouth, qui ont eu lieu en mai et en juillet 2016, respectivement, et nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle.

En ce qui concerne notre division de l'emballage, nous bénéficierons de la contribution de l'acquisition de Robbie Manufacturing, réalisée à la fin juin 2016, et de celle de Flexstar Packaging, à la mi-octobre de l'année dernière. Par ailleurs, au terme du processus d'intégration, ces acquisitions vont également générer des synergies. De plus, nous prévoyons que les investissements que nous avons faits pour développer notre plateforme et pour renforcer notre force de vente contribueront davantage à la croissance interne. Finalement, nous maintiendrons notre approche disciplinée en matière d'acquisitions dans ce marché prometteur afin d'investir dans des actifs de qualité qui répondent à nos critères stratégiques.

Pour le secteur des médias, la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et la poursuite du processus visant la vente de nos journaux locaux du Québec et de l'Ontario auront pour effet de diminuer la part qu'occupent nos activités d'édition de journaux locaux dans notre portefeuille d'affaires. Toutefois, nous estimons que l'effet négatif de la transformation du marché publicitaire sur notre portefeuille de titres invendus d'ici la fin de l'exercice financier se poursuivra, mais sera partiellement contrebalancé par des changements qui seraient apportés à la structure organisationnelle. Concernant le groupe Affaires et Éducation, nous bénéficierons de notre acquisition de marques spécialisées en finance et nous nous attendons à ce que la croissance interne des revenus et du résultat opérationnel ajusté de ce groupe demeurent solides.

Finalement, nous prévoyons générer d'importants flux de trésorerie et maintenir notre excellente situation financière, nous permettant ainsi de poursuivre nos investissements pour soutenir notre transformation vers l'emballage souple.

Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net par action ajusté, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles une définition complète est présentée dans le *Rapport de gestion pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2017* et un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS puisqu'elles peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Nous sommes également d'avis que le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, qui tient compte de l'incidence des investissements antérieurs en immobilisations corporelles et incorporelles, et le résultat net ajusté sont des indicateurs utiles de la performance de nos opérations. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Quant à l'endettement net et au ratio d'endettement net, nous sommes d'avis qu'ils sont des indicateurs utiles pour mesurer l'effet de levier financier et la capacité de la Société à faire face à ses obligations financières.

Rapprochement du résultat opérationnel - Deuxième trimestre et cumulatif

(en millions de dollars)	Trois mois clos le 30 avril		Six mois clos le 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Résultat opérationnel	67,8 \$	16,3 \$	130,2 \$	67,9 \$
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	(4,1)	9,6	(6,4)	15,1
Dépréciation d'actifs	—	30,3	1,2	30,3
Résultat opérationnel ajusté	63,7 \$	56,2 \$	125,0 \$	113,3 \$
Amortissement	26,4	26,9	53,0	53,7
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	90,1 \$	83,1 \$	178,0 \$	167,0 \$

Rapprochement du résultat net - Deuxième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Trois mois clos le 30 avril			
	2017		2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	46,4 \$	0,60 \$	5,4 \$	0,07 \$
Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents	(3,9)	(0,05)	6,9	0,09
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	—	—	21,9	0,28
Résultat net ajusté	42,5 \$	0,55 \$	34,2 \$	0,44 \$

Rapprochement du résultat net - Cumulatif

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Six mois clos le 30 avril			
	2017		2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	89,1 \$	1,15 \$	42,7 \$	0,55 \$
Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents	(6,2)	(0,08)	11,0	0,14
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	0,9	0,01	21,9	0,28
Résultat net ajusté	83,8 \$	1,08 \$	75,6 \$	0,97 \$

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 avril	Au 31 octobre
	2017	2016
Dette à long terme	348,0 \$	347,9 \$
Portion courante de la dette à long terme	—	0,2
Trésorerie	(113,4)	(16,7)
Endettement net	234,6 \$	331,4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	401,1 \$	390,1 \$
Ratio d'endettement net	0,6 x	0,8 x

Dividende

Le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,20 \$ par action sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 19 juillet 2017 aux détenteurs d'actions inscrits au registre de la Société à la fermeture des bureaux le 3 juillet 2017.

Conférence téléphonique

À l'occasion de la diffusion de ses résultats du deuxième trimestre de 2017, la Société tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15. Les numéros de téléphone sont le 1 647 788-4922 ou 1 877 223-4471. Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute seulement » ou écouter la diffusion audio simultanée sur le site Internet de TC Transcontinental, qui sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nathalie St-Jean, conseillère principale aux communications de TC Transcontinental, au 514 954-3581.

Profil

Premier imprimeur au Canada œuvrant dans les domaines de l'impression, de l'emballage souple, de l'édition et des médias numériques, TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. La Société s'est d'ailleurs engagée auprès de ses parties prenantes à agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires et philanthropiques.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 7000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2016. Site www.tc.tc

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, notamment au Canada et aux États-Unis, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, le taux de change, la disponibilité des capitaux, les coûts de l'énergie, la concurrence, la capacité de la Société à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer les acquisitions à ses activités, l'environnement réglementaire, la sécurité de ses produits d'emballage utilisés dans l'industrie alimentaire, l'innovation dans son offre et la concentration de ses ventes dans certains segments. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2016* ainsi que dans la dernière *Notice annuelle* et ont été mis à jour dans le *Rapport de gestion pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2017*.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, de regroupements d'entreprises ou de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncés après la date du 8 juin 2017.

Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 8 juin 2017. De tels énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

Pour renseignements :

Médias

Nathalie St-Jean
Conseillère principale aux communications
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-3581
nathalie.st-jean@tc.tc
www.tc.tc

Communauté financière

Shirley Chenny
Conseillère aux relations avec les investisseurs
TC Transcontinental
Téléphone : 514 954-4166
shirley.chenny@tc.tc
www.tc.tc

RAPPORT DE GESTION

Pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2017

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'aider le lecteur à mieux comprendre les activités, la stratégie de développement et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc., ainsi que d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2017. Il doit être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes afférentes inclus dans le présent rapport. De l'information additionnelle relative à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar » ainsi que le symbole « \$ » désignent des dollars canadiens.

De plus, dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une définition complète est présentée ci-dessous et pour lesquelles un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présentée dans le tableau #2, « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ». Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Termes utilisés	Définitions
Endettement net	Somme de la dette à long terme et de la portion courante de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	Résultat net, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, avant frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts sur le résultat y afférents, l'ajustement aux actifs d'impôt sur le résultat différé, le renversement des frais financiers suivant la réception d'avis de cotisation, et le résultat net lié aux activités abandonnées
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel avant frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement déduction faite des frais de restructuration et autres coûts (revenus) et de la dépréciation d'actifs
Impôts sur le résultat ajusté	Impôts sur le résultat avant les impôts portant sur les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et les impôts sur la dépréciation d'actifs

Finalement, afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. De par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. Ces énoncés prospectifs comprennent notamment, des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2016 ainsi que dans la notice annuelle.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, ni de regroupements d'entreprises, ni de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date du 8 juin 2017.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables en matière de valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 8 juin 2017. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

Premier imprimeur au Canada œuvrant dans les domaines de l'impression, de l'emballage souple, de l'édition et des médias numériques, TC Transcontinental a pour mission de créer des produits et services permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. La Société s'est d'ailleurs engagée auprès de ses parties prenantes à agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires et philanthropiques.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A, TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte plus de 7000 employés au Canada et aux États-Unis, et ses revenus ont été de 2,0 milliards de dollars canadiens en 2016. Site www.tc.tc

FAITS SAILLANTS

Tableau #1 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T2-2017	T2-2016	Variation en \$	Variation en %
Revenus	498,7 \$	497,2 \$	1,5 \$	0,3 %
Résultat opérationnel	67,8	16,3	51,5	n.s.
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	63,7	56,2	7,5	13,3
Résultat net	46,4	5,4	41,0	n.s.
Résultat net par action	0,60	0,07	0,53	n.s.
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	42,5	34,2	8,3	24,3
Résultat net ajusté par action ⁽¹⁾	0,55	0,44	0,11	25,0

(1) Veuillez consulter le tableau #2 « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

- Les revenus ont augmenté de 1,5 million de dollars, soit de 0,3 %.
- Le résultat opérationnel a augmenté de 51,5 millions de dollars, passant de 16,3 millions à 67,8 millions. Le résultat opérationnel ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs, a augmenté de 7,5 millions de dollars, soit de 13,3 %.
- Le résultat net a augmenté de 41,0 millions de dollars, passant de 5,4 millions à 46,4 millions. Le résultat net ajusté, qui exclut les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, a augmenté de 8,3 millions de dollars, soit de 24,3 %.
- Le 11 avril 2017, la Société a annoncé le renouvellement du programme de rachat d'actions dans le cours normal des activités pour un an à partir du 17 avril 2017.
- Le 12 avril 2017, la Société a vendu ses actifs médias dans les provinces de l'Atlantique.
- Le 18 avril 2017, la Société a annoncé la mise en place d'un processus visant la vente de ses journaux locaux du Québec et de l'Ontario.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit le résultat opérationnel ajusté, le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat net ajusté, le résultat net par action ajusté, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles un rapprochement est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS puisqu'elles peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

Nous sommes également d'avis que le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, qui tient compte de l'incidence des investissements antérieurs en immobilisations corporelles et incorporelles, et le résultat net ajusté sont des indicateurs utiles de la performance de nos opérations. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Quant à l'endettement net et au ratio d'endettement net, nous sommes d'avis qu'ils sont des indicateurs utiles pour mesurer l'effet de levier financier et la capacité de la Société à faire face à ses obligations financières.

Tableau #2 :

Rapprochement du résultat opérationnel - Deuxième trimestre et cumulatif

(en millions de dollars)	Trois mois clos le 30 avril		Six mois clos le 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Résultat opérationnel	67,8 \$	16,3 \$	130,2 \$	67,9 \$
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	(4,1)	9,6	(6,4)	15,1
Dépréciation d'actifs	—	30,3	1,2	30,3
Résultat opérationnel ajusté	63,7 \$	56,2 \$	125,0 \$	113,3 \$
Amortissement	26,4	26,9	53,0	53,7
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	90,1 \$	83,1 \$	178,0 \$	167,0 \$

Rapprochement du résultat net - Deuxième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Trois mois clos le 30 avril			
	2017		2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	46,4 \$	0,60 \$	5,4 \$	0,07 \$
Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents	(3,9)	(0,05)	6,9	0,09
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	—	—	21,9	0,28
Résultat net ajusté	42,5 \$	0,55 \$	34,2 \$	0,44 \$

Rapprochement du résultat net - Cumulatif

(en millions de dollars, sauf les données par actions)	Six mois clos le 30 avril			
	2017		2016	
	Total	Par action	Total	Par action
Résultat net	89,1 \$	1,15 \$	42,7 \$	0,55 \$
Frais de restructuration et autres coûts (revenus), déduction faite des impôts y afférents	(6,2)	(0,08)	11,0	0,14
Dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents	0,9	0,01	21,9	0,28
Résultat net ajusté	83,8 \$	1,08 \$	75,6 \$	0,97 \$

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 avril	Au 31 octobre
	2017	2016
Dette à long terme	348,0 \$	347,9 \$
Portion courante de la dette à long terme	—	0,2
Trésorerie	(113,4)	(16,7)
Endettement net	234,6 \$	331,4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	401,1 \$	390,1 \$
Ratio d'endettement net	0,6 x	0,8 x

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - DEUXIÈME TRIMESTRE

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 51,5 millions de dollars, passant de 16,3 millions au deuxième trimestre de 2016 à 67,8 millions au deuxième trimestre de 2017. Cette hausse est surtout attribuable aux frais de restructuration et autres coûts (revenus) et à la charge de dépréciation d'actifs. Au deuxième trimestre de 2016, une charge de 39,9 millions de dollars a été enregistrée pour ces deux éléments combinés comparativement à un gain de 4,1 millions enregistré pour la même période en 2017. En excluant ces éléments, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 7,5 millions de dollars, soit de 13,3 %, passant de 56,2 millions à 63,7 millions. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - deuxième trimestre ».

Frais de restructuration et autres coûts (revenus)

Les frais de restructuration et autres coûts (revenus) ont diminué de 13,7 millions de dollars, passant d'une charge de 9,6 millions au deuxième trimestre de 2016 à un gain de 4,1 millions au deuxième trimestre de 2017. L'effet favorable est principalement attribuable à des revenus liés à la vente de certaines activités du secteur des médias et à des coûts moindres relativement à la réduction d'effectifs au deuxième trimestre de 2017.

Dépréciation d'actifs

Au deuxième trimestre de 2017, aucune charge de dépréciation d'actifs n'a été enregistrée. Au cours de la même période en 2016, une charge de 30,3 millions de dollars a été enregistrée relativement aux immobilisations incorporelles des journaux quotidiens et hebdomadaires à l'extérieur du Québec.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 2,0 millions de dollars, passant de 6,4 millions au deuxième trimestre de 2016 à 4,4 millions au deuxième trimestre de 2017, principalement en raison de pertes nettes de change en 2016.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 12,3 millions de dollars, passant de 4,8 millions au deuxième trimestre de 2016 à 17,1 millions au deuxième trimestre de 2017. En excluant l'impôt sur les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et sur la dépréciation d'actifs, les impôts sur le résultat ajusté s'établissent à 15,9 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, soit un taux d'imposition de 31,6 %, comparativement à 16,9 millions au deuxième trimestre de 2017, ou un taux de 28,5%. Cette baisse du taux d'imposition est surtout attribuable aux différences favorables entre le traitement comptable et le traitement fiscal de certains éléments en 2017.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 41,0 millions de dollars, passant de 5,4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 à 46,4 millions au deuxième trimestre de 2017. Cette hausse est surtout attribuable à la baisse de la charge de dépréciation d'actifs et des frais de restructuration et autres coûts (revenus) et, dans une moindre mesure, à une hausse du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 0,07 \$ à 0,60 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a augmenté de 8,3 millions de dollars, soit de 24,3 %, passant de 34,2 millions au deuxième trimestre de 2016 à 42,5 millions au deuxième trimestre de 2017. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,44 \$ à 0,55 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - CUMULATIF

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a augmenté de 62,3 millions de dollars, passant de 67,9 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 130,2 millions au cours des six premiers mois de 2017. Cette hausse est surtout attribuable aux frais de restructuration et autres coûts (revenus) et à la charge de dépréciation d'actifs. Au cours des six premiers mois de 2016, une charge de 45,4 millions de dollars a été enregistrée pour ces deux éléments combinés comparativement à un gain de 5,2 millions enregistré au cours de la même période en 2017. En excluant ces éléments, le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 11,7 millions de dollars, soit de 10,3 %, passant de 113,3 millions à 125,0 millions. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - cumulatif ».

Frais de restructuration et autres coûts (revenus)

Les frais de restructuration et autres coûts (revenus) ont diminué de 21,5 millions de dollars, passant d'une charge de 15,1 millions au cours des six premiers mois de 2016 à un gain de 6,4 millions au cours de la même période en 2017. L'effet favorable est surtout attribuable à des coûts moindres relativement à la réduction d'effectifs, à des revenus reliés à la vente de certaines activités du secteur des médias et à un gain sur la vente d'un immeuble en 2017.

Dépréciation d'actifs

La charge de dépréciation d'actifs a diminué de 29,1 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017, comparativement à la même période en 2016. Une charge de dépréciation d'actifs de 1,2 million de dollars a été enregistrée relativement à du matériel de production au sein du secteur des médias pour la période en 2017 et une charge de dépréciation d'actifs de 30,3 millions de dollars a été enregistrée relativement aux immobilisations incorporelles des journaux quotidiens et hebdomadaires à l'extérieur du Québec pour la période en 2016.

Frais financiers nets

Les frais financiers nets sont demeurés stables à 9,5 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2017, comparativement à la même période en 2016. La hausse de la charge des intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies et des autres frais ont été contrebalancé par des gains nets de change et par la baisse des frais financiers sur la dette à long terme.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 15,6 millions de dollars, passant de 16,0 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 31,6 millions au cours de la même période en 2017. En excluant l'impôt sur les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et sur la dépréciation d'actifs, les impôts sur le résultat ajusté s'établissent à 28,5 millions de dollars au cours des six premiers mois de 2016, comparativement à 31,7 millions au cours de la même période en 2017. Le taux d'imposition est demeuré stable à 27,4 %.

Résultat net

Le résultat net a augmenté de 46,4 millions de dollars, passant de 42,7 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 89,1 millions au cours de la même période en 2017. Cette hausse est surtout attribuable à une baisse de la charge de dépréciation d'actifs et des frais de restructuration et autres coûts (revenus) et, dans une moindre mesure, à une hausse du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancée par l'augmentation des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net est passé de 0,55 \$ à 1,15 \$. En excluant les frais de restructuration et autres coûts (revenus) et la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts y afférents, le résultat net ajusté a augmenté de 8,2 millions de dollars, soit de 10,8 %, passant de 75,6 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 83,8 millions au cours de la même période en 2017. Par action, le résultat net ajusté est passé de 0,97 \$ à 1,08 \$.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - DEUXIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #3 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Deuxième trimestre de 2016	434,0 \$	77,5 \$	(14,3) \$	497,2 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	24,4	(11,0)	—	13,4
Activités existantes				
Taux de change	0,4	—	—	0,4
Croissance interne (décroissance)	(9,3)	(7,5)	4,5	(12,3)
Revenus - Deuxième trimestre de 2017	449,5 \$	59,0 \$	(9,8) \$	498,7 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Deuxième trimestre de 2016	68,8 \$	(3,6) \$	(9,0) \$	56,2 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	2,0	0,8	—	2,8
Activités existantes				
Taux de change	2,4	—	—	2,4
Croissance interne (décroissance)	2,5	1,4	(1,6)	2,3
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Deuxième trimestre de 2017	75,7 \$	(1,4) \$	(10,6) \$	63,7 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 15,5 millions de dollars, soit de 3,6 %, passant de 434,0 millions au deuxième trimestre de 2016 à 449,5 millions au deuxième trimestre de 2017. La contribution de nos acquisitions et la croissance interne des revenus dans la division de l'emballage ont plus que contrebalancé la décroissance interne des revenus dans la division de l'impression. Cette décroissance interne est attribuable à la baisse du volume d'impression commerciale liée à la réduction des dépenses publicitaires et à la fin de l'entente visant l'impression des formulaires de recensement du Canada en 2016. Elle est également attribuable à la baisse d'activité d'impression de journaux et de magazines compte tenu de la réduction du tirage et de la diminution du nombre de pages imprimées pour les titres de plusieurs éditeurs. Toutefois, notre entente d'impression avec le *Toronto Star* en a partiellement atténué les effets. Par ailleurs, la hausse de la demande des détaillants canadiens pour la circulaire imprimée, les services de prémédia et d'impression de produits de marketing sur le lieu de vente, ainsi que le maintien du volume provenant des services de distribution de porte en porte ont aussi atténué la décroissance interne des revenus dans la division de l'impression. Quant au volume additionnel associé à la nouvelle entente élargie conclue avec Lowe's Canada, celui-ci n'a intégré notre plateforme qu'à la fin du deuxième trimestre de 2017.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 6,9 millions de dollars, soit de 10,0 %, passant de 68,8 millions au deuxième trimestre de 2016 à 75,7 millions au deuxième trimestre de 2017. La contribution des acquisitions, l'effet favorable du taux de change et la croissance interne du résultat opérationnel ajusté ont soutenu la hausse. Cette croissance interne est surtout attribuable à la hausse de la demande des détaillants canadiens pour les services ci-dessus mentionnés et à l'entente d'impression avec le *Toronto Star*, ainsi qu'à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression. De plus, pour la division de l'emballage, la croissance interne du résultat opérationnel ajusté est attribuable à la croissance interne des revenus susmentionnée, partiellement contrebalancé par les investissements que nous avons faits pour développer notre plateforme et pour renforcer notre force de vente. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur s'est améliorée, passant de 15,9 % au deuxième trimestre de 2016 à 16,8 % au deuxième trimestre de 2017.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 18,5 millions de dollars, soit de 23,9 %, passant de 77,5 millions au deuxième trimestre de 2016 à 59,0 millions au deuxième trimestre de 2017. Cette baisse est attribuable aux cessions et aux fermetures de journaux locaux et de certains produits de notre offre de solutions de marketing interactif, partiellement contrebalancée par notre acquisition de marques spécialisées en finance, ainsi qu'à la décroissance interne des revenus de nos autres publications d'affaires. Cette décroissance interne est attribuable à la réduction des revenus publicitaires qui a continué de toucher nos activités d'édition de journaux locaux, et qui a également entraîné la diminution de la fréquence

de parution de certains de nos titres dans le créneau Affaires. Quant aux activités d'édition de livres pédagogiques, celles-ci sont demeurées relativement stables.

Le résultat opérationnel ajusté est passé d'une perte de 3,6 millions au deuxième trimestre de 2016 à une perte de 1,4 million au deuxième trimestre de 2017. La contribution de nos initiatives de réduction de coûts, notre retrait stratégique de notre offre de solutions de marketing interactif et notre acquisition de marques spécialisées en finance expliquent cette amélioration.

Siège social et éliminations intersectorielles

La hausse de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au deuxième trimestre de 2017 par rapport au deuxième trimestre de 2016, explique majoritairement la baisse du résultat opérationnel ajusté. Celui-ci a diminué de 1,6 million de dollars, passant de -9,0 millions au deuxième trimestre de 2016 à -10,6 millions au deuxième trimestre de 2017.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - CUMULATIF

(non audités)

Tableau #4 :

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations intersectorielles	Résultats consolidés
Revenus - Six mois clos le 30 avril 2016	866,3 \$	155,3 \$	(25,5) \$	996,1 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	49,4	(19,5)	—	29,9
Activités existantes				
Taux de change	2,8	—	—	2,8
Croissance interne (décroissance)	(18,9)	(13,7)	6,1	(26,5)
Revenus - Six mois clos le 30 avril 2017	899,6 \$	122,1 \$	(19,4) \$	1 002,3 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Six mois clos le 30 avril de 2016	136,0 \$	(9,4) \$	(13,3) \$	113,3 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	4,7	3,2	—	7,9
Activités existantes				
Taux de change	4,5	—	—	4,5
Croissance interne (décroissance)	1,5	3,5	(5,7)	(0,7)
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾ - Six mois clos le 30 avril de 2017	146,7 \$	(2,7) \$	(19,0) \$	125,0 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Secteur de l'impression et de l'emballage

Les revenus du secteur de l'impression et de l'emballage ont augmenté de 33,3 millions de dollars, soit de 3,8 %, passant de 866,3 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 899,6 millions pour la même période de 2017. La contribution de nos acquisitions et la croissance interne des revenus dans la division de l'emballage, ainsi que l'effet favorable du taux de change ont plus que contrebalancé la décroissance interne des revenus dans la division de l'impression. Cette décroissance interne est attribuable à la baisse du volume d'impression commerciale liée à la réduction des dépenses publicitaires et à la fin de l'entente visant l'impression des formulaires de recensement du Canada en 2016. Elle est également attribuable à la baisse d'activité d'impression de journaux et de magazines compte tenu de la réduction du tirage et de la diminution du nombre de pages imprimées pour les titres de plusieurs éditeurs. Toutefois, notre entente d'impression avec le *Toronto Star* en a partiellement atténué les effets. Par ailleurs, la hausse de la demande des détaillants canadiens pour la circulaire imprimée, les services de prémédia et d'impression de produits de marketing sur le lieu de vente, ainsi que le maintien du volume provenant des services de distribution de porte en porte ont aussi atténué la décroissance interne des revenus dans la division de l'impression.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 10,7 millions de dollars, soit de 7,9 %, passant de 136,0 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 146,7 millions pour la même période de 2017. La contribution des acquisitions, l'effet favorable du taux de change et la croissance interne du résultat opérationnel ajusté ont soutenu la hausse. Cette croissance interne est surtout attribuable à la hausse de la demande des détaillants canadiens pour les services ci-dessus mentionnés et à l'entente d'impression avec le *Toronto Star*, ainsi qu'à l'effet favorable des initiatives de réduction de coûts dans la division de l'impression. De plus, pour la division de l'emballage, la croissance interne du résultat

opérationnel ajusté est attribuable à la croissance interne des revenus susmentionnée, partiellement contrebalancé par les investissements que nous avons faits pour développer notre plateforme et pour renforcer notre force de vente. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur s'est améliorée, passant de 15,7 % au cours des six premiers mois de 2016 à 16,3 % pour la même période de 2017.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont diminué de 33,2 millions de dollars, soit de 21,4 %, passant de 155,3 millions au cours des six premiers mois de 2016 à 122,1 millions pour la même période de 2017. Cette baisse est attribuable aux cessions et aux fermetures de journaux locaux et de certains produits de notre offre de solutions de marketing interactif, partiellement contrebalancée par notre acquisition de marques spécialisées en finance, ainsi qu'à la décroissance interne des revenus de nos autres publications d'affaires. Cette décroissance interne est attribuable à la réduction des revenus publicitaires qui a continué de toucher nos activités d'édition de journaux locaux, et qui a également entraîné la diminution de la fréquence de parution de certains de nos titres dans le créneau Affaires. Quant aux activités d'édition de livres pédagogique, celles-ci sont demeurées relativement stables.

Le résultat opérationnel ajusté est passé d'une perte de 9,4 millions au cours des six premiers mois de 2016 à une perte de 2,7 millions pour la même période de 2017. La contribution de nos initiatives de réduction de coûts, notre retrait stratégique de notre offre de solutions de marketing interactif et notre acquisition de marques spécialisées en finance expliquent cette amélioration.

Siège social et éliminations intersectorielles

La hausse de 9,0 millions de dollars de la charge pour la rémunération à base d'actions en raison de la variation du prix de l'action au cours des six premiers mois de 2017 par rapport à la même période en 2016, partiellement contrebalancée par une réduction de coûts au siège social, a entraîné la baisse du résultat opérationnel ajusté. Celui-ci a diminué de 5,7 millions de dollars, passant de -13,3 millions au cours des six premiers mois de 2016 à -19,0 millions pour la même période de 2017.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Le tableau #5 présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société ainsi que certaines données financières qui ne sont pas définies par les IFRS pour chacun des huit derniers trimestres.

Tableau #5 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2017		2016				2015	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenus	498,7 \$	503,6 \$	555,6 \$	467,8 \$	497,2 \$	498,9 \$	540,1 \$	481,9 \$
Résultat opérationnel avant amortissement	94,2	89,0	107,8	90,1	43,2	78,4	88,4	88,0
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	90,1	87,9	133,9	89,2	83,1	83,9	114,3	96,4
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	18,1 %	17,5 %	24,1 %	19,1 %	16,7 %	16,8 %	21,2 %	20,0 %
Résultat opérationnel	67,8	62,4	81,3	63,6	16,3	51,6	61,9	63,2
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	63,7	61,3	107,4	62,7	56,2	57,1	87,8	71,6
Marge du résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	12,8 %	12,2 %	19,3 %	13,4 %	11,3 %	11,4 %	16,3 %	14,9 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	46,4 \$	42,7 \$	57,7 \$	45,9 \$	5,4 \$	37,3 \$	100,2 \$	43,3 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action	0,60	0,55	0,75	0,59	0,07	0,48	1,28	0,55
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté ⁽¹⁾	42,5	41,3	76,6	44,1	34,2	41,4	60,6	48,8
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté par action ⁽¹⁾	0,55	0,53	0,99	0,57	0,44	0,53	0,78	0,62
En % de l'exercice	— %	— %	39 %	23 %	17 %	21 %	33 %	26 %

(1) Veuillez consulter le tableau #2 « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

La variabilité des données financières des périodes intermédiaires est influencée par plusieurs facteurs, notamment :

- l'incidence des acquisitions, cessions et fermetures réalisées dans le cadre de notre transformation;
- l'effet du taux de change;
- l'incidence de la variation du prix de l'action sur la charge (gain) reliée à la rémunération à base d'actions;
- l'incidence des éléments d'ajustement présentés au tableau #2, « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS ».

En excluant l'incidence des éléments ci-dessus mentionnés, nous constatons une légère baisse de nos revenus consolidés. Cette baisse résulte d'une réduction des dépenses publicitaires dans les médias imprimés, ayant ainsi un effet négatif sur le tirage ou le nombre de pages de certaines publications imprimées. La réduction des dépenses publicitaires découle de l'incidence des nouveaux médias et de la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résultent. Toutefois, cette tendance a été atténuée par la hausse des revenus attribuables à notre offre de services destinés aux détaillants, notamment la circulaire imprimée. De nombreux détaillants considèrent encore la circulaire imprimée comme l'outil de marketing le plus efficace pour générer de l'achalandage en magasin. De plus, étant donné le caractère saisonnier des activités publicitaires, nous constatons un volume d'impression plus élevé au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au deuxième trimestre.

En ce qui a trait aux données financières relatives à la rentabilité, nous constatons une tendance haussière de celles-ci en raison des nombreuses mesures d'efficacité opérationnelle et de rationalisation qui ont été mises en œuvre au cours des dernières années dans le cadre de notre transformation.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

(non auditées)

Tableau #6 :

	Trois mois clos le 30 avril	
(en millions de dollars)	2017	2016
Activités opérationnelles		
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments		
hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	92,9 \$	95,1 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	(14,0)	14,5
Impôts sur le résultat payés	(20,2)	(17,3)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	58,7 \$	92,3 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises	(7,8) \$	(9,9) \$
Cessions d'entreprises	25,1	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6,3)	(13,7)
Cessions d'immobilisations corporelles	0,3	0,2
Augmentation des immobilisations incorporelles	(6,1)	(6,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	5,2 \$	(29,7) \$
Activités de financement		
Remboursement de la dette à long terme	(0,1) \$	(13,5) \$
Diminution nette de la facilité de crédit	—	(14,0)
Frais financiers de la dette à long terme	(2,7)	(2,8)
Intérêts reçus liés à des cotisations fiscales antérieures	—	2,5
Levée d'options d'achat d'actions	0,2	0,4
Dividendes	(15,5)	(14,4)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(18,1) \$	(41,8) \$
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	0,6 \$	(3,5) \$
Variation nette de la trésorerie	46,4 \$	17,3 \$
Situation financière		
	Au 30 avril 2017	Au 31 octobre 2016
Endettement net ⁽¹⁾	234,6 \$	331,4 \$
Ratio d'endettement net ⁽¹⁾	0,6 x	0,8 x
Cote de crédit		
DBRS	BBB (bas)	BBB (bas)
Perspectives	Stables	Stables
Standard and Poor's	BBB-	BBB-
Perspectives	Stables	Stables
États consolidés de la situation financière		
	Au 30 avril 2017	Au 31 octobre 2016
Actif courant	604,8 \$	559,9 \$
Passif courant	331,7	395,3
Actif total	2 046,1	2 062,2
Passif total	889,6	993,5

(1) Veuillez consulter le tableau #2 « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont diminué, passant de 92,3 millions au deuxième trimestre de 2016 à 58,7 millions au deuxième trimestre de 2017. Cette baisse s'explique surtout par le décalage de nos paiements à certains fournisseurs.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés d'un déboursé de 29,7 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 à un encaissement de 5,2 millions au deuxième trimestre de 2017, principalement en raison de la réception d'une partie du produit de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique combiné à des investissements moindres en immobilisations corporelles.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 41,8 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 à un déboursé de 18,1 millions au deuxième trimestre de 2017. Cette variation est principalement attribuable à une réduction des déboursés relatifs au remboursement des instruments d'emprunt.

Instruments d'emprunt

L'endettement net est passé de 331,4 millions de dollars au 31 octobre 2016 à 234,6 millions au 30 avril 2017 en raison de nos flux de trésorerie excédentaires provenant des opérations et de la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique, ainsi que de la baisse de nos investissements en immobilisations. Par conséquent, notre ratio d'endettement net s'établit à 0,6 x (0,8 x au 31 octobre 2016).

Capital social

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions qui est arrivé à terme en avril 2017 et qui a été renouvelé pour un an, à compter du 17 avril 2017, aucune action n'a été rachetée au cours du deuxième trimestre de 2017. Sous le programme renouvelé, la Société est autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 442 349 actions catégorie B.

Tableau #7 :

Actions émises et en circulation	Au 30 avril 2017	Au 31 mai 2017
Catégorie A (droit de vote subalterne)	63 377 836	63 378 036
Catégorie B (droit de vote multiple)	14 010 726	14 010 526

MODIFICATIONS DES NORMES COMPTABLES

Clarification des méthodes d'amortissement acceptables

La Société a adopté les modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles » le 1^{er} novembre 2016. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société. Veuillez vous référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires pour de plus amples informations.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

La Société n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption des changements aux normes comptables énumérés ci-dessous. L'évaluation de l'effet sur nos états financiers consolidés de la nouvelle norme ou du changement de la norme est toujours en cours. Veuillez vous référer à la note 2 afférente aux états financiers consolidés résumés intermédiaires pour de plus amples informations.

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ».
- IAS 18 « Produits des activités ordinaires »
- IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle »
- IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers »
- IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients »
- SIC-31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité »

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS. La direction atteste sur l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs selon « le règlement 52-109 » en utilisant le cadre de contrôle interne proposé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Au 30 avril 2017, la direction de la Société a exclu Robbie Manufacturing de son évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière, une mesure acceptée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) durant la première année suivant l'acquisition d'une entreprise, le temps de permettre à une société de procéder à son intégration.

Robbie Manufacturing est un fournisseur d'emballages souples qui emploie plus de 175 employés. Acquis le 30 juin 2016, Robbie Manufacturing a généré des revenus de 15,1 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2017 et un résultat opérationnel de 1,3 million, soit respectivement 3,0 % et 2,0 % des résultats consolidés de la Société.

Des informations additionnelles relatives à cette acquisition, pour le deuxième trimestre de 2017, sont présentées dans le tableau #8.

Tableau #8 :

(en millions de dollars)	Robbie Manufacturing
État de la situation financière	Au 30 avril 2017
Actifs courants	14,4
Actifs non courants	52,0
Passifs courants	4,2
Passifs non courants	-
État du résultat	Période de 3 mois close le 30 avril 2017
Revenus	15,1
Résultat opérationnel avant amortissement	2,0
Résultat opérationnel	1,3

Veuillez vous référer à la note 4 des états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016 pour obtenir des informations supplémentaires relatives à cette acquisition.

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 avril 2017, sauf les faits susmentionnés, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière et du développement de la Société.

PERSPECTIVES 2017

Pour la division de l'impression, considérant la contribution additionnelle de l'entente élargie avec Lowe's Canada, nous prévoyons une légère hausse des revenus provenant de nos services aux détaillants, notamment les services d'impression de circulaires et de produits de marketing sur le lieu de vente, de distribution de porte en porte et de prémédia. Nous bénéficierons également, en partie, de la contribution de l'entente visant l'impression du *Toronto Star*, qui a commencé en juillet 2016, et nous poursuivrons, dans le cadre de notre stratégie à long terme, nos initiatives visant l'obtention de nouveaux contrats d'impression de journaux. Nos revenus dans les créneaux d'impression de journaux et de magazines continueront d'être touchés par une baisse de volume en raison d'une réduction du tirage et d'une diminution du nombre de pages imprimées pour les titres de plusieurs éditeurs. De plus, la baisse de la publicité imprimée continuera de toucher nos activités d'impression commerciale. Pour contrer ces baisses, nous bénéficierons, à court terme, des effets des fermetures des imprimeries à Saskatoon et à Dartmouth, qui ont eu lieu en mai et en juillet 2016, respectivement, et nous poursuivrons nos initiatives d'efficacité opérationnelle.

En ce qui concerne notre division de l'emballage, nous bénéficierons de la contribution de l'acquisition de Robbie Manufacturing, réalisée à la fin juin 2016, et de celle de Flexstar Packaging, à la mi-octobre de l'année dernière. Par ailleurs, au terme du processus d'intégration, ces acquisitions vont également générer des synergies. De plus, nous prévoyons que les investissements que nous avons faits pour développer notre plateforme et pour renforcer notre force de vente contribueront davantage à la croissance interne. Finalement, nous maintiendrons notre approche disciplinée en matière d'acquisitions dans ce marché prometteur afin d'investir dans des actifs de qualité qui répondent à nos critères stratégiques.

Pour le secteur des médias, la vente de nos actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et la poursuite du processus visant la vente de nos journaux locaux du Québec et de l'Ontario auront pour effet de diminuer la part qu'occupent nos activités d'édition de journaux locaux dans notre portefeuille d'affaires. Toutefois, nous estimons que l'effet négatif de la transformation du marché publicitaire sur notre portefeuille de titres invendus d'ici la fin de l'exercice financier se poursuivra, mais sera partiellement contrebalancé par des changements qui seraient apportés à la structure organisationnelle. Concernant le groupe Affaires et Éducation, nous bénéficierons de notre acquisition de marques spécialisées en finance et nous nous attendons à ce que la croissance interne des revenus et du résultat opérationnel ajusté de ce groupe demeurent solides.

Finalement, nous prévoyons générer d'importants flux de trésorerie et maintenir notre excellente situation financière, nous permettant ainsi de poursuivre nos investissements pour soutenir notre transformation vers l'emballage souple.

Au nom de la direction,

(s) Nelson Gentiletti
Le chef de la direction financière et du développement

Le 8 juin 2017

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

non audités

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)	Notes	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
		2017	2016	2017	2016
Revenus		498,7 \$	497,2 \$	1 002,3 \$	996,1 \$
Charges opérationnelles	5	408,6	414,1	824,3	829,1
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	6	(4,1)	9,6	(6,4)	15,1
Dépréciation d'actifs	7	—	30,3	1,2	30,3
Résultat opérationnel avant amortissement		94,2	43,2	183,2	121,6
Amortissement	8	26,4	26,9	53,0	53,7
Résultat opérationnel		67,8	16,3	130,2	67,9
Frais financiers nets	9	4,4	6,4	9,5	9,5
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat		63,4	9,9	120,7	58,4
Quote-part du résultat net dans des coentreprises, déduction faite des impôts y afférents		0,1	0,3	—	0,3
Impôts sur le résultat	10	17,1	4,8	31,6	16,0
Résultat net		46,4 \$	5,4 \$	89,1 \$	42,7 \$
Résultat net par action - de base		0,60 \$	0,07 \$	1,15 \$	0,55 \$
Résultat net par action - dilué		0,60 \$	0,07 \$	1,15 \$	0,55 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base (en millions)		77,4	77,6	77,3	77,8
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué (en millions)	14	77,6	77,9	77,5	78,1

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Note	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
		2017	2016	2017	2016
Résultat net		46,4 \$	5,4 \$	89,1 \$	42,7 \$
Autres éléments du résultat global					
Éléments qui seront reclassés au résultat net					
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie					
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(2,3)	12,8	(0,9)	6,3
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, porté au résultat net au cours de la période considérée		0,4	4,1	0,8	6,1
Impôts sur le résultat y afférents		(0,5)	4,6	—	3,3
		(1,4)	12,3	(0,1)	9,1
Écarts de conversion cumulés					
Gains nets (pertes nettes) de change latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		19,7	(34,8)	10,3	(15,2)
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers		(2,2)	3,7	(1,0)	3,0
Impôts sur le résultat y afférents		(0,6)	1,0	(0,3)	0,8
		18,1	(32,1)	9,6	(13,0)
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net					
Variations liées aux régimes à prestations définies					
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		(1,2)	(5,4)	18,6	(23,3)
Impôts sur le résultat y afférents		(0,4)	(1,4)	5,0	(6,2)
		(0,8)	(4,0)	13,6	(17,1)
Autres éléments du résultat global	16	15,9	(23,8)	23,1	(21,0)
Résultat global		62,3 \$	(18,4) \$	112,2 \$	21,7 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

non audités

(en millions de dollars canadiens)

	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 octobre 2016	361,9 \$	3,2 \$	700,9 \$	2,7 \$	1 068,7 \$
Résultat net	—	—	89,1	—	89,1
Autres éléments du résultat global	—	—	—	23,1	23,1
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires					
Levée d'options d'achat d'actions (note 13)	6,7	(1,3)	—	—	5,4
Dividendes (note 13)	—	—	(29,8)	—	(29,8)
Solde au 30 avril 2017	368,6 \$	1,9 \$	760,2 \$	25,8 \$	1 156,5 \$
Solde au 31 octobre 2015	368,2 \$	3,2 \$	625,5 \$	19,4 \$	1 016,3 \$
Résultat net	—	—	42,7	—	42,7
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(21,0)	(21,0)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires					
Rachat d'actions (note 13)	(3,0)	—	(6,4)	—	(9,4)
Levée d'options d'achat d'actions (note 13)	0,5	(0,1)	—	—	0,4
Dividendes (note 13)	—	—	(27,6)	—	(27,6)
Solde au 30 avril 2016	365,7 \$	3,1 \$	634,2 \$	(1,6) \$	1 001,4 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Au 30 avril 2017	Au 31 octobre 2016
Actifs courants			
Trésorerie		113,4 \$	16,7 \$
Débiteurs		345,5	401,9
Impôts sur le résultat à recevoir		12,3	5,8
Stocks		116,3	119,6
Frais payés d'avance et autres actifs courants		17,3	15,9
		604,8	559,9
Immobilisations corporelles			
		535,7	566,0
Immobilisations incorporelles			
		192,2	217,0
Goodwill	4	514,8	509,7
Placements dans des coentreprises		2,9	2,9
Impôts différés		158,7	171,3
Autres éléments d'actif		37,0	35,4
		2 046,1 \$	2 062,2 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer		272,1 \$	326,4 \$
Provisions	12	5,2	9,8
Impôts sur le résultat à payer		1,3	3,5
Revenus reportés et dépôts		53,1	55,4
Portion courante de la dette à long terme		—	0,2
		331,7	395,3
Dette à long terme			
		348,0	347,9
Impôts différés		41,6	43,4
Provisions	12	1,9	2,9
Autres éléments du passif		166,4	204,0
		889,6	993,5
Capitaux propres			
Capital social	13	368,6	361,9
Surplus d'apport		1,9	3,2
Résultats non distribués		760,2	700,9
Cumul des autres éléments du résultat global	16	25,8	2,7
		1 156,5	1 068,7
		2 046,1 \$	2 062,2 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

non audités

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
		2017	2016 ⁽²⁾	2017	2016 ⁽²⁾
Activités opérationnelles					
Résultat net		46,4 \$	5,4 \$	89,1 \$	42,7 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :					
Dépréciation d'actifs	7	—	30,3	1,2	30,3
Amortissement	8	32,5	34,2	65,5	67,8
Frais financiers de la dette à long terme	9	4,3	4,4	8,7	9,0
Pertes nettes (gains nets) à la cession d'actifs		0,2	0,3	(2,8)	0,7
Impôts sur le résultat	10	17,1	4,8	31,6	16,0
Variation nette de change et autres		(7,6)	15,7	(7,3)	1,3
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		92,9	95,1	186,0	167,8
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations ⁽¹⁾		(14,0)	14,5	(14,5)	3,4
Impôts sur le résultat payés		(20,2)	(17,3)	(31,8)	(44,6)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		58,7	92,3	139,7	126,6
Activités d'investissement					
Regroupements d'entreprises	4	(7,8)	(9,9)	(16,0)	(9,9)
Cessions d'entreprises	4	25,1	—	25,2	0,5
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(6,3)	(13,7)	(16,8)	(27,8)
Cessions d'immobilisations corporelles		0,3	0,2	7,0	0,2
Augmentation des immobilisations incorporelles		(6,1)	(6,3)	(10,2)	(10,9)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		5,2	(29,7)	(10,8)	(47,9)
Activités de financement					
Remboursement de la dette à long terme		(0,1)	(13,5)	(0,2)	(13,6)
Diminution nette de la facilité de crédit		—	(14,0)	—	(22,0)
Frais financiers de la dette à long terme		(2,7)	(2,8)	(8,2)	(8,2)
Intérêts reçus liés à des cotisations fiscales antérieures		—	2,5	—	7,9
Levée d'options d'achat d'actions	13	0,2	0,4	5,4	0,4
Dividendes	13	(15,5)	(14,4)	(29,8)	(27,6)
Rachat d'actions	13	—	—	—	(9,4)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(18,1)	(41,8)	(32,8)	(72,5)
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères		0,6	(3,5)	0,6	(1,9)
Variation nette de la trésorerie		46,4	17,3	96,7	4,3
Trésorerie au début de la période		67,0	25,6	16,7	38,6
Trésorerie à la fin de la période		113,4 \$	42,9 \$	113,4 \$	42,9 \$
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie					
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créditeurs		(1,4) \$	4,0 \$	(1,4) \$	3,2 \$

⁽¹⁾ Au cours de la période de trois mois close le 31 janvier 2016, un montant de 31,0 millions de dollars a été encaissé et comptabilisé à titre de revenus reportés.

⁽²⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de la période.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A et les actions catégorie B se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3240, Montréal (Québec), Canada H3B 0G1.

La Société est le premier imprimeur au Canada, œuvrant dans les domaines de l'impression, de l'emballage souple, de l'édition et des médias numériques. La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis dans deux secteurs distincts : le secteur de l'impression et de l'emballage et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 3 « Information sectorielle ».

La Société a modifié sa date de fin d'exercice pour passer d'une fin d'année calendrier à une fin d'année flottante, ainsi la date de fermeture trimestrielle sera toujours le dernier dimanche du mois. Ce changement est entré en vigueur au début de l'exercice financier.

Les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats prévus pour l'ensemble de l'exercice en raison du caractère saisonnier de certaines activités de la Société. Les résultats opérationnels sont influencés par le marché de la publicité, lequel est plus actif au quatrième trimestre.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires le 8 juin 2017.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). En particulier, ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à l'IAS 34 « Information financière intermédiaire » et par conséquent, sont des états financiers consolidés résumés, car ils ne contiennent pas l'ensemble des divulgations requises par les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016, qui comprennent les principales méthodes comptables utilisées par la Société.

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 30 avril 2017. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice devant être clos le 29 octobre 2017 ou après, pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Normes comptables nouvelles ou modifiées adoptées

Clarification des méthodes d'amortissement acceptables

En mai 2014, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 16 « Immobilisations corporelles », et à l'IAS 38 « Immobilisations incorporelles ». Les modifications apportées à l'IAS 16 mentionnent explicitement que les modes d'amortissement fondés sur les produits ne peuvent pas être utilisés pour les immobilisations corporelles. La raison étant que ces modes d'amortissement reflètent des facteurs autres que la consommation des avantages économiques représentatifs de l'actif. Les modifications à l'IAS 38 introduisent une présomption réfutable selon laquelle l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits est inappropriée dans le cas des actifs incorporels. Cette présomption ne pourrait être écartée que lorsque les produits et la consommation des avantages économiques de l'actif incorporel présentent une « corrélation élevée », ou lorsque l'actif incorporel est exprimé comme une mesure des produits. La Société a adopté ces modifications le 1^{er} novembre 2016. L'adoption de ces modifications n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Normes comptables nouvelles ou modifiées non encore adoptées

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients ». L'IFRS 15 remplacera l'IAS 11 « Contrats de construction », l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », l'IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », l'IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et la SIC-31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

L'IFRS 15 prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation. L'IFRS 15 s'appliquera aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et son application anticipée est permise.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

L'analyse de cette norme requiert que la Société recueille des données historiques sur l'ensemble de ses contrats. Par conséquent, la Société s'attend à devoir consacrer, au cours de l'exercice 2017, le temps et les efforts qui seront nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des méthodes, des estimations, des jugements et des processus comptables (y compris les besoins supplémentaires au chapitre des systèmes de technologies de l'information) et qui devront être en place pour assurer la conformité à cette norme.

La Société procède actuellement à une évaluation détaillée de l'incidence que cette norme et ses modifications auront sur les états financiers consolidés de la Société. Elle fera le point sur son évaluation au fur et à mesure de ses progrès au cours de l'exercice 2017.

3 INFORMATION SECTORIELLE

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016, la Société a revu sa structure organisationnelle dans le but de regrouper son offre de services aux détaillants au sein de la division de l'impression. Ainsi, les services de distribution de porte en porte et de prémédia ont été transférés sous la responsabilité du secteur de l'impression et de l'emballage. Par conséquent, les données comparatives de nos secteurs opérationnels ont été retraitées pour refléter ces changements.

Les secteurs opérationnels ont été déterminés et regroupés par la direction en deux secteurs distincts, en fonction du type d'activité, c'est-à-dire les activités manufacturières et d'édition. Le secteur de l'impression et de l'emballage comprend les activités manufacturières de la Société et tire ses revenus des activités d'impression de circulaires destinées à la vente au détail, de magazines, de journaux, de livres en couleur, de produits marketing personnalisés et de masse, des services de prémédia, de distribution géociblés de porte en porte et de la production de solutions d'emballages souples au Canada et aux États-Unis. Le secteur des médias tire ses revenus des produits d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : journaux, livres éducationnels et publications spécialisées pour les professionnels. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées aux prix de transfert convenus, lesquels se rapprochent de la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour la période de trois mois close le 30 avril 2017				
Revenus	449,5 \$	59,0 \$	(9,8) \$	498,7 \$
Charges opérationnelles	351,3	58,3	(1,0)	408,6
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	98,2	0,7	(8,8)	90,1
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	1,6	(6,0)	0,3	(4,1)
Résultat opérationnel avant amortissement	96,6	6,7	(9,1)	94,2
Amortissement	22,5	2,1	1,8	26,4
Résultat opérationnel	74,1 \$	4,6 \$	(10,9) \$	67,8 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	75,7 \$	(1,4) \$	(10,6) \$	63,7 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	5,9 \$	3,5 \$	1,6 \$	11,0 \$
Pour la période de trois mois close le 30 avril 2016				
Revenus	434,0 \$	77,5 \$	(14,3) \$	497,2 \$
Charges opérationnelles	343,1	78,1	(7,1)	414,1
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	90,9	(0,6)	(7,2)	83,1
Frais de restructuration et autres coûts	1,9	7,2	0,5	9,6
Dépréciation d'actifs	0,2	29,7	0,4	30,3
Résultat opérationnel avant amortissement	88,8	(37,5)	(8,1)	43,2
Amortissement	22,1	3,0	1,8	26,9
Résultat opérationnel	66,7 \$	(40,5) \$	(9,9) \$	16,3 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	68,8 \$	(3,6) \$	(9,0) \$	56,2 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	14,5 \$	8,4 \$	1,1 \$	24,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour la période de six mois close le 30 avril 2017				
Revenus	899,6 \$	122,1 \$	(19,4) \$	1 002,3 \$
Charges opérationnelles	707,6	120,7	(4,0)	824,3
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	192,0	1,4	(15,4)	178,0
Frais de restructuration et autres coûts (revenus)	2,8	(7,1)	(2,1)	(6,4)
Dépréciation d'actifs	0,1	1,1	—	1,2
Résultat opérationnel avant amortissement	189,1	7,4	(13,3)	183,2
Amortissement	45,3	4,1	3,6	53,0
Résultat opérationnel	143,8 \$	3,3 \$	(16,9) \$	130,2 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	146,7 \$	(2,7) \$	(19,0) \$	125,0 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	16,4 \$	6,6 \$	2,6 \$	25,6 \$

	Secteur de l'impression et de l'emballage	Secteur des médias	Siège social et éliminations inter- sectorielles	Résultats consolidés
Pour la période de six mois close le 30 avril 2016				
Revenus	866,3 \$	155,3 \$	(25,5) \$	996,1 \$
Charges opérationnelles	686,4	158,7	(16,0)	829,1
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	179,9	(3,4)	(9,5)	167,0
Frais de restructuration et autres coûts	6,1	8,8	0,2	15,1
Dépréciation d'actifs	0,2	29,7	0,4	30,3
Résultat opérationnel avant amortissement	173,6	(41,9)	(10,1)	121,6
Amortissement	43,9	6,0	3,8	53,7
Résultat opérationnel	129,7 \$	(47,9) \$	(13,9) \$	67,9 \$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	136,0 \$	(9,4) \$	(13,3) \$	113,3 \$
Acquisitions d'actifs non courants ⁽²⁾	27,4 \$	12,2 \$	2,3 \$	41,9 \$

⁽¹⁾ Les dirigeants de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts (revenus), et les dépréciations d'actifs.

⁽²⁾ Ces montants incluent les immobilisations incorporelles générées en interne, les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Les revenus de la Société par principaux produits et services sont les suivants :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Produits d'impression et d'emballage	389,7 \$	368,6 \$	780,5 \$	740,5 \$
Produits d'édition et de contenu	73,0	87,3	147,2	169,7
Autres produits et services	36,0	41,3	74,6	85,9
	498,7 \$	497,2 \$	1 002,3 \$	996,1 \$

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 30 avril 2017	Au 31 octobre 2016
	Secteur de l'impression et de l'emballage	1 699,3 \$
Secteur des médias	181,8	209,9
Siège social et éliminations intersectorielles ⁽¹⁾	165,0	76,4
	2 046,1 \$	2 062,2 \$

⁽¹⁾ Cette rubrique comprend principalement la trésorerie, les impôts sur le résultat à recevoir, les immobilisations corporelles et incorporelles, les impôts différés et l'actif au titre des régimes à prestations définies non alloués aux secteurs.

4 REGROUPEMENTS ET CESSIONS D'ENTREPRISES

Regroupement d'entreprise

Le 1^{er} décembre 2016, la Société a acquis l'ensemble des marques spécialisées des groupes Conseillers et Services financiers de Rogers Média inc., pour une contrepartie totale de 3,9 millions de dollars payée en espèces. Au cours de la période de trois mois close le 29 janvier 2017, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge liés à ce regroupement. Les actifs acquis se composent principalement d'actifs incorporels de 3,7 millions de dollars et 0,7 million de goodwill, contrebalancés par des passifs pris en charge d'un montant non significatif. Cette acquisition s'inscrit dans la stratégie de la Société de faire croître son offre de produits et services spécialisés, en renforçant son portefeuille actuel de marques spécialisées.

Au cours de la période de trois mois close le 30 avril 2017, un montant de 7,8 millions de dollars a été payé relativement à une contrepartie conditionnelle liée à une acquisition réalisée en 2016. Au cours de la période de trois mois close le 29 janvier 2017, un montant de 4,7 millions de dollars a été payé relativement à une contrepartie conditionnelle liée à une acquisition réalisée en 2015 et un montant de 0,4 million a été encaissé relativement à une acquisition réalisée en 2016.

Au cours de la période de trois mois close le 30 avril 2017, la Société a procédé à l'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de Flexstar Packaging inc. acquis le 14 octobre 2016. Les changements apportés à la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge sont négligeables.

Cession d'entreprise

Le 12 avril 2017, la Société a disposé de ses actifs médias dans les provinces de l'Atlantique en échange d'une contrepartie en espèces et d'une contrepartie à recevoir. La transaction inclut 28 marques et propriétés Web s'y rattachant, quatre usines d'impression liées au secteur des médias, des activités d'impression commerciale dans la province de Terre-Neuve-et-Labrador et des activités de distribution dans les provinces de l'Atlantique.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

5 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Coûts liés au personnel	152,3 \$	161,2 \$	309,8 \$	325,5 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽¹⁾	224,1	222,4	448,9	445,8
Autres biens et services ⁽²⁾	32,2	30,5	65,6	57,8
	408,6 \$	414,1 \$	824,3 \$	829,1 \$

⁽¹⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend principalement les coûts de production et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽²⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels.

6 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS (REVENUS)

Les frais de restructuration et autres coûts (revenus) par principales rubriques se détaillent comme suit :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Réduction d'effectifs	3,1 \$	8,4 \$	4,9 \$	14,0 \$
Gain sur la vente d'un immeuble	—	—	(3,8)	—
Autres coûts (revenus) reliés à la vente de certaines activités du secteur des médias	(7,5)	—	(9,1)	—
Contrats déficitaires	—	0,2	0,7	(0,6)
Coûts d'acquisition d'entreprises ⁽¹⁾	0,1	—	0,5	0,2
Autres coûts	0,2	1,0	0,4	1,5
	(4,1) \$	9,6 \$	(6,4) \$	15,1 \$

⁽¹⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction, principalement des frais juridiques et autres honoraires professionnels, pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

La dépréciation d'actifs par principales rubriques se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Immobilisations corporelles	— \$	0,7 \$	1,2 \$	0,7 \$
Immobilisations incorporelles	—	29,6	—	29,6
	— \$	30,3 \$	1,2 \$	30,3 \$

Test de dépréciation 2017

La vente des actifs médias dans les provinces de l'Atlantique et l'annonce de la mise en place d'un processus de vente des journaux du Québec et de l'Ontario ont amené la Société à effectuer un test de dépréciation sur l'ensemble des actifs du Groupe des solutions aux communautés locales au cours de la période de six mois close le 30 avril 2017. La Société a conclu qu'il n'y a aucune perte de valeur sur les actifs nets restants.

Test de dépréciation 2016

En raison des résultats financiers de certains journaux quotidiens et hebdomadaires à l'extérieur du Québec qui avaient été inférieurs aux prévisions pour la période de six mois close le 30 avril 2016, la Société avait effectué un test intérimaire de dépréciation de certaines immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée. Ces immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont composées des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de journaux. La Société avait conclu que les valeurs recouvrables de certaines unités génératrices de trésorerie (« UGT ») du Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, déterminées sur la base de la valeur d'utilité, étaient inférieures à leur valeur comptable en raison d'une baisse de la profitabilité, qui s'explique par la diminution des revenus publicitaires. Par conséquent, la Société avait enregistré une charge de dépréciation de 28,7 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016. La Société avait également enregistré une charge de dépréciation de 0,9 million de dollars au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, principalement attribuable à des coûts liés à des projets en technologie dans le secteur des médias. Ces charges de dépréciation n'avaient pas eu d'incidence sur les activités de la Société, sur la trésorerie et sur le respect des clauses restrictives sur les dettes.

La Société avait également effectué un test intérimaire de dépréciation du goodwill pour l'UGT du Groupe des solutions aux communautés locales et avait conclu qu'il n'y avait aucune perte de valeur sur les actifs nets restants.

8 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Immobilisations corporelles	19,5 \$	20,0 \$	39,3 \$	40,1 \$
Immobilisations incorporelles	6,9	6,9	13,7	13,6
	26,4	26,9	53,0	53,7
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnels	6,1	7,3	12,5	14,1
	32,5 \$	34,2 \$	65,5 \$	67,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

9 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Frais financiers de la dette à long terme	4,3 \$	4,4 \$	8,7 \$	9,0 \$
Intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies	0,5	0,1	1,0	0,3
Autres frais (revenus)	0,1	(0,1)	0,1	(0,6)
Pertes nettes (gains nets) de change	(0,5)	2,0	(0,3)	0,8
	4,4 \$	6,4 \$	9,5 \$	9,5 \$

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Résultat avant quote-part du résultat net dans des coentreprises et impôts sur le résultat	63,4 \$	9,9 \$	120,7 \$	58,4 \$
Taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada ⁽¹⁾	26,82 %	26,90 %	26,82 %	26,90 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire	17,0	2,7	32,4	15,7
Effet des écarts des taux d'imposition dans d'autres juridictions	0,6	—	0,9	0,4
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable des gains en capital	(0,6)	1,9	(1,1)	0,6
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	—	—	(0,3)	—
Autres	0,1	0,2	(0,3)	(0,7)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	17,1 \$	4,8 \$	31,6 \$	16,0 \$
Impôts sur le résultat avant les éléments suivants :	16,9 \$	15,9 \$	31,7 \$	28,5 \$
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts (revenus)	0,2	(2,7)	0,2	(4,1)
Impôts sur la dépréciation d'actifs	—	(8,4)	(0,3)	(8,4)
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif	17,1 \$	4,8 \$	31,6 \$	16,0 \$

⁽¹⁾ Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités.

11 DETTE A LONG TERME

Prolongement de la facilité de crédit

Le 9 janvier 2017, la Société a prolongé l'échéance de sa facilité de crédit, au montant disponible de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, d'une année supplémentaire, soit en février 2022, selon les mêmes modalités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

12 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour la période de six mois close le 30 avril 2017 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Autres ⁽¹⁾	Total
Solde au 31 octobre 2016	6,2 \$	5,5 \$	1,0 \$	12,7 \$
Provisions enregistrées	5,4	0,7	—	6,1
Montants utilisés	(9,2)	(1,9)	(0,1)	(11,2)
Provisions renversées	(0,5)	—	—	(0,5)
Solde au 30 avril 2017	1,9 \$	4,3 \$	0,9 \$	7,1 \$
Portion courante	1,9 \$	2,7 \$	0,6 \$	5,2 \$
Portion non courante	—	1,6	0,3	1,9
	1,9 \$	4,3 \$	0,9 \$	7,1 \$

⁽¹⁾ Les autres provisions comprennent les provisions pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les provisions relatives aux réclamations et aux litiges.

13 CAPITAL SOCIAL

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société :

	Trois mois clos les 30 avril			
	2017		2016	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de la période	63 349 972	349,4 \$	62 900 709	345,4 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	15 100	—	618 600	0,8
Levée d'options d'achat d'actions	12 764	0,2	19 163	0,3
Solde à la fin de la période	63 377 836	349,6	63 538 472	346,5
Actions catégorie B				
Solde au début de la période	14 025 826	19,0	14 740 126	20,0
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(15 100)	—	(618 600)	(0,8)
Solde à la fin de la période	14 010 726	19,0	14 121 526	19,2
	77 388 562	368,6 \$	77 659 998	365,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

13 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

	Six mois clos les 30 avril			
	2017		2016	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de la période	62 886 445	342,8 \$	63 363 281	348,1 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	63 900	0,1	685 490	0,9
Actions rachetées et annulées	(2 663)	—	(543 500)	(3,0)
Levée d'options d'achat d'actions	430 154	6,7	33 201	0,5
Solde à la fin de la période	63 377 836	349,6	63 538 472	346,5
Actions catégorie B				
Solde au début de la période	14 074 626	19,1	14 807 016	20,1
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(63 900)	(0,1)	(685 490)	(0,9)
Solde à la fin de la période	14 010 726	19,0	14 121 526	19,2
	77 388 562	368,6 \$	77 659 998	365,7 \$

Rachat d'actions

La Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 17 avril 2017 et le 16 avril 2018, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 237 250 actions catégorie B. Les rachats sont faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

La Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 15 avril 2016 et le 14 avril 2017, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 2 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 226 344 actions catégorie B. Les rachats ont été faits dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de la période de six mois close le 30 avril 2017, la Société a racheté et annulé 2 663 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,48 \$, pour une contrepartie totale négligeable. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, d'un montant négligeable, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et ses actions catégorie B au 30 avril 2017.

Au cours de la période de six mois close le 30 avril 2016, la Société a racheté et annulé 543 500 de ses actions à de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 17,23 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 9,4 millions de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 6,4 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués.

Levée d'options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants et cadres supérieurs lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital social et le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital social. Pour la période de trois mois close le 30 avril 2017, la contrepartie reçue a été de 0,2 million de dollars et un montant négligeable a été transféré du surplus d'apport au capital social. Pour la période de trois mois close le 30 avril 2016, la contrepartie reçue a été de 0,2 million de dollars et un montant de 0,1 million a été transféré du surplus d'apport au capital social. Pour les périodes de six mois closes les 30 avril 2017 et 2016, les contreparties reçues ont été de 5,4 millions de dollars et de 0,4 million, respectivement. Des montants de 1,3 million de dollars et de 0,1 million ont été transférés du surplus d'apport au capital social pour les périodes de six mois closes les 30 avril 2017 et 2016, respectivement.

Dividendes

Des dividendes de 0,20 \$ et 0,185 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions pour les périodes de trois mois closes les 30 avril 2017 et 2016, respectivement. Des dividendes de 0,385 \$ et 0,355 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions pour les périodes de six mois closes les 30 avril 2017 et 2016, respectivement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

14 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net de base et dilué par action :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Numérateur				
Résultat net	46,4 \$	5,4 \$	89,1 \$	42,7 \$
Dénominateur (en millions)				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base	77,4	77,6	77,3	77,8
Effet dilutif des options d'achat d'actions	0,2	0,3	0,2	0,3
Nombre moyen pondéré d'actions - dilué	77,6	77,9	77,5	78,1

Au 30 avril 2017 et 2016, toutes les options d'achat d'actions sont incluses dans le calcul du résultat net dilué par action étant donné leur effet potentiel dilutif.

15 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTION

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action à droit de vote subalterne catégorie A. Le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours qui précèdent immédiatement la date d'attribution des options. La Société a décidé de cesser d'octroyer des options d'achat d'actions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2014.

Pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2017 et 2016, des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de montants négligeables ont été imputées aux états consolidés du résultat et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres.

Les tableaux suivants présentent l'évolution de la situation du régime :

	Trois mois clos les 30 avril			
	2017		2016	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de la période	312 112	12,93 \$	748 665	12,59 \$
Levées	(12 764)	12,07	(19 163)	11,98
Options en cours à la fin de la période	299 348	12,97 \$	729 502	12,60 \$
	Six mois clos les 30 avril			
	2017		2016	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options en cours au début de la période	729 502	12,60 \$	762 703	12,57 \$
Levées	(430 154)	12,34	(33 201)	11,82
Options en cours à la fin de la période	299 348	12,97 \$	729 502	12,60 \$
Options pouvant être levées à la fin de la période	299 348	12,97 \$	637 148	12,78 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS (SUITE)

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Les tableaux suivants présentent l'évolution de la situation du régime :

Nombre d'unités	Trois mois clos les 30 avril			
	2017	2016	2017	2016
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	285 506	284 892	945 950	1 081 064
Unités attribuées	—	—	—	7 485
Unités annulées	—	—	—	(46 152)
Unités payées	—	(18 384)	—	—
Dividendes versés en unités	2 374	2 195	7 806	9 834
Solde à la fin de la période	287 880	268 703	953 756	1 052 231

Nombre d'unités	Six mois clos les 30 avril			
	2017	2016	2017	2016
	UAD		UAR	
Solde au début de la période	274 168	279 162	1 069 860	1 064 655
Unités attribuées	13 545	—	248 371	352 403
Unités annulées	—	—	—	(113 222)
Unités payées	(4 414)	(18 384)	(377 942)	(266 379)
Unités converties	—	2 586	—	(2 586)
Dividendes versés en unités	4 581	5 339	13 467	17 360
Solde à la fin de la période	287 880	268 703	953 756	1 052 231

Au 30 avril 2017, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 17,3 millions de dollars (16,5 millions au 31 octobre 2016). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2017 ont été de 3,2 millions de dollars et 8,6 millions, respectivement. Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2016 ont été de 2,5 millions de dollars et 2,0 millions, respectivement. Aucun montant n'a été payé en vertu de ce régime pour la période de trois mois close le 30 avril 2017. Un montant de 7,8 millions de dollars a été payé en vertu de ce régime pour la période de six mois close le 30 avril 2017. Des montants de 0,3 million de dollars et 5,5 millions ont été payés en vertu de ce régime pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2016, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime :

Nombre d'unités	Trois mois clos		Six mois clos	
	les 30 avril	2016	les 30 avril	2016
Solde au début de la période	321 580	376 447	377 901	363 514
Rémunération des administrateurs	5 942	7 422	12 876	16 585
Unités payées	—	—	(65 806)	—
Dividendes versés en unités	2 645	3 426	5 196	7 196
Solde à la fin de la période	330 167	387 295	330 167	387 295

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

15 RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS (SUITE)

Au 30 avril 2017, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs est de 7,9 millions de dollars (6,8 millions au 31 octobre 2016). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2017 ont été de 0,8 million de dollars et 2,6 millions, respectivement. Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2016 ont été de 0,8 million de dollars et 0,2 million, respectivement. Aucun montant n'a été payé en vertu de ce régime pour la période de trois mois close le 30 avril 2017. Un montant de 1,5 million de dollars a été payé en vertu de ce régime pour la période de six mois close le 30 avril 2017. Aucun montant n'a été payé en vertu de ce régime pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2016.

16 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couverture de flux de trésorerie	Écart de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 31 octobre 2016	(1,6) \$	38,7 \$	(34,4) \$	2,7 \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	(0,1)	9,6	13,6	23,1
Solde au 30 avril 2017	(1,7) \$	48,3 \$	(20,8) \$	25,8 \$
Solde au 31 octobre 2015	(7,0) \$	24,3 \$	2,1 \$	19,4 \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	9,1	(13,0)	(17,1)	(21,0)
Solde au 30 avril 2016	2,1 \$	11,3 \$	(15,0) \$	(1,6) \$

Au 30 avril 2017, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2017	2018	2019	Total
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(0,8) \$	(1,2) \$	(0,3) \$	(2,3) \$
Impôts sur le résultat	(0,2)	(0,3)	(0,1)	(0,6)
	(0,6) \$	(0,9) \$	(0,2) \$	(1,7) \$

Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies

Les écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies comptabilisés aux autres éléments du résultat global s'expliquent par les éléments suivants :

	Trois mois clos les 30 avril		Six mois clos les 30 avril	
	2017	2016	2017	2016
Écarts actuariels sur l'obligation - variation dans le taux d'actualisation	(31,1) \$	(26,2) \$	35,7 \$	(62,2) \$
Écarts actuariels sur les actifs des régimes - excluant les revenus d'intérêts	27,0	20,4	(12,7)	34,5
Effet du plafond sur la comptabilisation des actifs	2,9	0,4	(4,4)	4,4
	(1,2) \$	(5,4) \$	18,6 \$	(23,3) \$

Les écarts actuariels sur l'obligation comptabilisés à l'état du résultat global pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2017 s'expliquent par la variation du taux d'actualisation, qui est passé de 3,3 % au 31 octobre 2016, à 3,9 % au 29 janvier 2017 et 3,6 % au 30 avril 2017. Les écarts actuariels sur les actifs des régimes sont dus au taux de rendement réel des actifs qui a été supérieur au rendement attendu pour la période de trois mois close le 30 avril 2017 et inférieur au rendement attendu pour la période de six mois close le 30 avril 2017.

Les écarts actuariels sur l'obligation comptabilisés à l'état du résultat global pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2016 s'expliquent par la variation du taux d'actualisation, qui est passé de 4,4 % au 31 octobre 2015, à 4,0 % au 31 janvier 2016 et 3,7 % au 30 avril 2016. Les écarts actuariels sur les actifs des régimes sont dus au taux de rendement réel des actifs qui a été supérieur au rendement attendu pour les périodes de trois mois et six mois closes le 30 avril 2016.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES

non audités

Trimestres clos les 30 avril 2017 et 2016

(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

17 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur représente le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis, en tenant compte d'hypothèses concernant les montants, l'échelonnement des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation. Par conséquent, de par sa nature estimative et subjective, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments financiers.

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs, des créditeurs et des charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est établie en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations formulées par la direction quant aux taux d'intérêts sur les marchés pour des émissions identiques ou similaires.

Les seuls instruments financiers de la Société qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente dans les périodes subséquentes à leur comptabilisation initiale sont les instruments financiers dérivés, soit les contrats de change à terme et les contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises. La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. Le modèle d'évaluation des contreparties conditionnelles tient compte de la valeur actualisée des paiements attendus par application d'un taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le paiement attendu est déterminé en évaluant les divers scénarios de réalisation des seuils de performance financière préétablis, le montant à payer aux termes de chaque scénario et la probabilité de réalisation de chacun de ces scénarios.

La Société présente une hiérarchie des justes valeurs sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés dans les trois niveaux suivants est évaluée comme suit :

Niveau 1 - Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

Le tableau suivant présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés :

	Au 30 avril 2017		Au 31 octobre 2016	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Contrats de change à terme à l'actif	1,2 \$	1,2 \$	2,5 \$	2,5 \$
Contreparties conditionnelles	(2,4)	(2,4)	(15,0)	(15,0)
Dette à long terme	(366,1)	(348,0)	(366,1)	(348,1)
Contrats de change à terme au passif	(2,6)	(2,6)	(2,3)	(2,3)

Ces instruments financiers sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, à l'exception des contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises qui sont classées dans le niveau 3. Au cours de la période de six mois close le 30 avril 2017, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

La variation des instruments financiers de niveau 3 se détaille comme suit pour la période de six mois close le :

	30 avril 2017
Solde au début de la période	(15,0) \$
Montant payé	12,5
Variation du cours de change	0,1
Solde à la fin de la période	(2,4) \$

Analyse de sensibilité des instruments financiers de niveau 3

Au 30 avril 2017, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10 % des seuils de performance financière prévus des entreprises acquises se serait traduite par une diminution du résultat net de 3,4 millions de dollars. Une diminution de 10 % des seuils de performance financière prévus se serait traduite par une augmentation du résultat net de 2,4 millions de dollars.